



Sections de Haute-Garonne



D'une DRFiP 31 massacrée avec les suppressions d'emplois, à nos retraites massacrées par les projets gouvernementaux :

Dès janvier, avec les syndicats, l'action des personnels pourra être efficace

Nos organisations unies appellent l'ensemble des personnels de la DRFiP 31 à discuter collectivement, dans tous les services, de la nécessité de l'action et de la mobilisation.

Nous appelons dès lors à des **assemblées générales sur tous les sites** dès la première semaine de janvier pour discuter des actions nécessaires pour dénoncer la dégradation de nos conditions de vie au travail et dans l'exercice des missions et sur le sujet des retraites.

Massacre des emplois à la DRFiP 31 !

Rassemblement devant la Direction, mardi 10 janvier à midi

Un CSA est convoqué pour valider la localisation des suppressions d'emplois 2023 pour notre département. Après la suppression de 96 emplois en 2022, ce sont 60 emplois qui sont supprimés. Comme d'habitude pour l'essentiel chez les C et les B ! Le catalogue 2023 : +1 AFIPA ; +1 IP ; - 2 IDiv Hors Classe ; -7 IDiv Classe Normale ; +1A ; -27B ; 27C, vient encore dégrader le tableau des emplois. Pour mémoire, depuis 2009, première année de plein exercice de la DGFIP, la Haute-Garonne aura connu 443 suppressions d'emplois !!! Un véritable plan de licenciements local et national.

Ce qui s'annonce est donc clairement un nouvel affaiblissement majeur des conditions de travail et d'exercice des missions pour les services ! Depuis des années déjà, les tensions se multiplient, avec les restructurations, les suppressions d'emplois ET des emplois vacants en masse. Ces nouvelles annonces auront pour conséquence de nouvelles difficultés partout, qu'il s'agisse du travail, de ses conditions ou de la gestion des personnels ! Cela suffit !

Nos missions sont essentielles pour le budget de l'État et l'équité de toutes et tous devant l'impôt. La dégradation constante de leur exercice met à mal cette exigence. Pour preuve l'augmentation régulière de la fraude fiscale. Le tout numérique, prôné par nos ministres, déshumanise le travail et détruit la qualité du service public, préférant un à peu près satisfaisant à une qualité pourtant nécessaire. Les choix sont clairs de diminuer notre propre capacité à lutter contre la fraude pour aller vers une mutualisation des tâches laissant des milliards d'euros se soustraire aux règles fiscales.

Mardi 10 janvier, le CSA ne se tiendra pas et nous rendrons publiques les difficultés des services, la dégradation des conditions de travail et l'affaiblissement du service public pour les populations et les collectivités.

Dès lors, nous vous invitons, le 10 janvier, à un rassemblement revendicatif, à midi, rue des Lois devant la direction. Ensuite, nous porterons avec vous nos revendications et vos attentes, votre réalité, votre quotidien, vos difficultés, votre mal être parfois, qui doivent être posés sur la table de la direction. Derrière les suppressions d'emplois il y a des femmes et des hommes qui subissent les conséquences de la politique dogmatique d'économie de postes de fonctionnaires.

Massacre de nos retraites !

Macron fait aussi ses annonces le 10 janvier !

Le président Macron a annoncé qu'il s'exprimerait le 10 janvier pour tracer le cap d'une nouvelle attaque désastreuse pour les droits des travailleurs. Au moment où le contexte social, environnemental et économique est particulièrement difficile pour toutes et tous, c'est une provocation majeure. Alors que le conseil d'orientation des retraites (COR), dans son rapport de septembre 2022, reconnaît que le système n'est pas en danger, y compris pour les jeunes générations.

Le gouvernement nous ment, souvent avec la complaisance ou l'ignorance des media, sur la situation financière du système des retraites pour imposer un recul de l'âge légal et une baisse générale des pensions avant tout idéologique.

L'observatoire des inégalités fait apparaître que l'espérance de vie des hommes les plus modestes est de 71 ans alors que celle des plus aisés (dont le revenu est le double du revenu médian) est de 84,4 années soient plus de 13 ans d'écart. Les femmes, majoritaires parmi les pensions les plus modestes, auront la double peine de devoir travailler plus longtemps sans gagner plus.

Retraites : ce qui nous attend si on laisse faire Macron...

Parler de la retraite c'est parler de la retraite en bonne santé avec un revenu décent. Le projet gouvernemental, à ce stade, obligerait à rester au travail plus longtemps pour tous les salariés nés après 1961 nés à partir du 2ème semestre 1961. Autant de jours de mois ou d'années où tout ce que

vous aviez prévu en projets associatifs, familiaux ou autres sont détruits d'un trait de plume d'un gouvernement minoritaire dans le pays, mais qui veut, coûte que coûte, tracer une autoroute aux banques et aux assurances.

L'idée même de travailler jusqu'à 65 ans est une aberration. On sait bien que bon nombre de métiers sont impossibles à effectuer à cet âge-là et que l'usure qui en résulterait conduirait à une baisse encore accrue de l'espérance de vie.

Nous réaffirmons, comme la très grande majorité de la population, que nous sommes fermement opposés

à tout recul de l'âge légal de départ en retraite comme à toute augmentation de la durée de cotisation. Dans la 7^e puissance économique du monde, championne des dividendes versées aux actionnaires, des alternatives, y compris financières, existent pour améliorer les carrières, les salaires et les montants des pensions tout en faisant reculer les inégalités touchant particulièrement les femmes.

Nous invitons tous les personnels au rapport de force et à la mobilisation générale. Nous vous invitons à vous préparer à la grève et à manifester partout et sur toutes les dates qui seront présentées par l'intersyndicale interprofessionnelle nationale.